

Le Courriel d'information

n°311 – Mardi 05 mars 2002.

REVEIL AMERICAIN ?

Dans ce numéro

Le 4 avril : Journée nationale d'action des étudiants aux Etats Unis

Par Jobs with Justice
Traduction : Sylvie Daudin, traductrice bénévole
coorditrad@attac.org

Le jour du 34e anniversaire de l'assassinat du Dr Martin Luther King Jr, à Memphis (Tennessee), en soutien aux grévistes du secteur sanitaire, les étudiants réclameront :
- L'arrêt des attaques post-11 septembre contre les travailleurs et les immigrés,
- “ Des salaires de vie décents et le droit de s'organiser – dans les campus, dans nos communautés, et dans le monde entier ! ”,
- “ Fermez les usines – elles nous exploitent tous! ”,
- “Les personnes ne sont pas à vendre ! Arrêtez les prisons privées ! ”.

Ces dernières années, les étudiants américains ont construit un mouvement puissant en réaction à la cupidité des entreprises. Toutes leurs actions ont pour message et objet une plus grande et réelle justice sociale et économique.

Le 4 avril prochain, le Projet d'action du travail étudiant (SLAP), Jobs avec justice et l'Association des étudiants américains (USSA), accompagnés des Étudiants unis contre les usines (USAS) et du Projet de moratoire des prisons (PMP), sponsorisent à nouveau une “ Journée nationale d'action des étudiants ” pour une justice économique et sociale en ce jour important pour l'histoire des États-Unis.

Le 4 avril 2002 est la troisième Journée d'action nationale des étudiants salariés, mais elle différera des précédentes par d'importants aspects.



Les droits des travailleurs, en particulier ceux des travailleurs immigrés, ont fait l'objet d'attaques croissantes depuis le 11 septembre. Des actions dans tous les États-Unis, traitant directement ou non de cette question, refléteront cette conjoncture nouvelle.

En 2001, plus de 80 actions furent menées le 4 avril, et plus d'une centaine sont attendues cette année. Cette journée d'action marque l'essor du mouvement des campus prêts à se mobiliser pour une justice économique et sociale : les étudiants auront cette année encore à cœur de promouvoir les droits des salariés immigrés, des conditions de travail décentes, le droit syndical, la fermeture des usines à bas salaires et la fin des prisons privées !

OUI ! Nous voulons nous engager dans cette 4e Journée d'action du travail étudiant.
http://www.jwj.org/SLAP/A4/2002.htm

COMPTE RENDU DE QUELQUES-UNES DES ACTIONS MENÉES EN 2001

Le 4 avril 2001 a mobilisé un grand nombre d'organisations étudiantes et syndicales dans plus de 30 États américains, 70 villes et 80 campus.

Au niveau local, les organisations participantes étaient des Coalitions d'action du travail étudiant (SLAC) basés sur des campus, les Employés fédéraux, étatiques, régionaux et municipaux américains (AFSCME), les Travailleurs américains des communications (CWA), l'Union internationale des employés de l'hôtellerie et de la restauration (HERE), le Syndicat des employés du textile et de la confection (UNITE), le Syndicat international des employés des services (SEIU), les Travailleurs unis de la sidérurgie d'Amérique (USWA), la Fraternité internationale des routiers (IBT) et la Fédération du congrès travailliste des organisations industrielles (AFL-CIO) à travers un nombre important de conseils centraux et fédérations publiques du travail.

Voici quelques exemples des grandes actions menées le 4 avril 2001 aux États-Unis en faveur de la justice sociale et économique.

ARIZONA

* Université d'État de Phoenix :

Organisation d'un « sit-in » dans les locaux de l'administration par les « Étudiants soutenant le Projet de Moratoire sur les Prisons », les Jeunes Socialistes Démocratiques e le Syndicat Progressiste des Étudiants par le CWA local (« Les Travailleurs Américains des Communications ») et la section de mobilisation de l'AFL-CIO.

Leur demande principale était que l'administration mette fin à son contrat avec la société Sodexho-Marriott, mise en cause pour ses investissements dans les prisons privées et son attitude anti-syndicale. Les étudiants ont réussi à assurer deux réunions avec le Président de l'University, Lattie Coor pour discuter des prestataires de la cantine du campus.

CALIFORNIE

* Université d'État de San José

Les Étudiants avec la justice et la CAUSE, une branche affiliée de l'USAS (Étudiants unis contre les usines), ont voulu faire connaître les actions du 4 avril par la construction symbolique d'une « usine en plein air » de la taille d'un poulailler avec barbelés, tables et machines à coudre. Un panneau Stop géant « pas d'usines » fut cousu avec des étiquettes de marques de vêtements récupérées durant la semaine. Pendant que les travailleurs « cousaient », d'autres étudiants réunissaient près d'un millier de signatures sur une pétition du Consortium des droits des travailleurs (WRC) pour s'assurer que les vêtements de l'université ne sont pas faits dans des conditions d'usine à bas salaires. Le président de l'université a ensuite été invité à participer activement à cette action, au-delà des mots, en rejoignant le WRC.

* Université de Stanford

Un débat a été organisé afin de faire prendre conscience aux étudiants des questions locales et internationales concernant le travail salarié et de renforcer les troupes des organisations d'action étudiantes sur le campus. Des groupes de communautés ethniques, environnementales et politiques ont informé les étudiants de leurs travaux en faveur de la justice sociale. De la musique a accompagné ces débats. Le 8 avril, le SLAC a projeté un documentaire sur la grève de 1968 des ouvriers du secteur sanitaire à Memphis.

CONNECTICUT

* Université du Connecticut, Stoors

Le 4 avril à midi, plus de 60 membres de la communauté UConn sont allés demander au

président de mettre en place une hausse de salaire pour les employés du nettoyage des bâtiments de l'université. Ils ont également soutenu les revendications de ces travailleurs de constituer un syndicat affilié au Syndicat international des employés des services (SEIU) local.
Une demande d'adoption d'un Code de conduite de l'université pour le respect des droits des employés a été donnée au président.

* Université de Hartford

L'Alliance des étudiants progressistes a organisé deux événements pour soutenir les demandes des travailleurs du campus de meilleures conditions de travail.
Le 3 avril, des professeurs de plusieurs universités ont donné un cours sur " la pauvreté et l'éducation " en présence des travailleurs de la cafétéria de l'université de Hartford et des représentants locaux de l'Union internationale des employés de l'hôtellerie et de la restauration (HERE). Le lendemain, des étudiants ont organisé un rallye pour faire obtenir une prime aux travailleurs de la cafétéria.

* Université de Yale, New Haven

Le 2 avril, 125 groupes d'étudiants et de syndicats ont dit aux entreprises soutenant l'Accord de libre-échange des Amériques (ALENA) de " récupérer leurs œufs pourris ". Ils sont allés dans les bureaux des entreprises membres d'un groupe de pression pour l'ALENA et leur ont demandé de renoncer à leurs actions de lobbying.
Symboliquement, un " lapin de Pâques d'entreprise " a promis aux résidents de New Haven qu'un tout nouveau " traité de libre échange " d'entreprise serait dévoilé juste après Pâques au Sommet des Amériques de Québec.
Deux " lapins de Pâques du peuple " sont ensuite venus sur scène exposer ce que contenait le panier ALENA du lapin d'entreprise : des friandises pour les grandes entreprises et des œufs pourris pour tous les autres. Ils ont montré à la foule des œufs en plastique remplis de déchets toxiques, une copie froissée de la Constitution, des graines génétiquement modifiées et 26 cents (USD), le salaire horaire d'un ouvrier dans les maquiladoras du Nicaragua.
Ils ont ensuite mené la foule vers les locaux des entreprises Chase Manhattan, Fleet Bank, Paine Weber et Merrill Lynch, toutes membres du Conseil des Amériques, le " business group " qui a largement orienté le processus de l'ALENA. Des délégations de lapins, de travailleurs et d'étudiants ont retourné leurs paniers pleins d'œufs pourris de l'ALENA dans les bureaux de ces entreprises. Ils ont demandé à chacune d'appeler à la diffusion publique du texte de l'ALENA et de demander que le Conseil des Amériques soutienne les accords internationaux qui sauvegardent les " friandises pour le peuple " : démocratie, droits de l'Homme, droit de s'organiser, un salaire décent et un environnement sain.
Les 4 sociétés ont promis de prendre en compte les vues des membres de la communauté.

ILLINOIS

De nombreuses universités et le réseau d'étudiants militants de tous les collèges et universités de la région ont organisé une journée de cours et de rallyes pour commémorer le 4 avril avec l'aide de Jobs avec justice (de Chicago), de l'UNITE (le Syndicat des employés du textile et de la confection), de l'AFSCME (les Employés fédéraux, étatiques, régionaux et municipaux américains) et du Projet d'action du travail étudiant de Chicago.
Parmi les sujets abordés : les mauvaises conditions de travail et les bas salaires des ouvriers des teintureries industrielles, l'industrie des prisons privées, le complexe industriel carcéral et les relations des collèges et des universités à leur égard.

Des actions symboliques ont également été menées pour sensibiliser les étudiants aux efforts des militants pour rallier l'administration aux actions du WRC, et des prospectus fustigeant les horreurs de Sodexho et informant sur les actions du Projet de moratoire des prisons (PMP) ont été distribués.

KENTUCKY

Université de Transylvanie, Lexington

Le 4 avril, des étudiants affiliés à Progress ont relayé les efforts d'organisation des ouvriers du département " Déchets solides " de Lexington.
Les ouvriers de " Déchets solides " font un travail des plus dangereux pour la ville, et ce pour un salaire à peine supérieur au salaire minimum. Ils reçoivent peu de primes et de respect. Nombre d'entre ont deux ou trois activités salariées pour pouvoir nourrir leur famille. L'an dernier, ils ont réclamé des primes de risque et des emplois fixes pour les salariés temporaires. Le Kentucky ne respecte pas le droit des travailleurs à s'organiser et les salariés de " Déchets solides " ne sont pas soumis au droit du travail national.



Pour consulter le programme d actions du 4 avril 2002 : http://www.jwj.org/SLAP/A4/2002.htm

Aux Etats-Unis le "Mouvement pour un salaire décent" accueille la récession par de nouvelles victoires

Par Jen Kern et Stephanie Luce
Traduction : Paul Gignac, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Il y a cinq mois, il semblait possible que le "Mouvement pour un salaire décent" (Living Wage Movement) qui s'est répandu dans le pays au cours de huit dernières années, s'essoufflerait. Dans le monde de l'après-11 septembre, avec une récession frappant les budgets des États et des villes, il apparaissait que les coalitions auraient plus de difficultés à faire voter des législations visant à hausser les salaires.

Mais c'est peut-être à cause de la récession, et non en dépit de celle-ci, que depuis septembre l'on a vu adopter une douzaine d'arrêtés concernant un salaire décent, ce qui porte l'ensemble de ces arrêtés à plus de 80 dans tout le pays.

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PRIVÉ

Le fait le plus remarquable est que le 2 février, 63% des votants de la Nouvelle-Orléans ont approuvé l'établissement sur toute la municipalité d'un salaire minimum horaire supérieur de un dollar au salaire minimum fédéral [techniquement équivalent du SMIC. N.d.T.]. Cet arrêté est sans précédent, en ce sens qu'il affecte tous les employés du secteur privé qui travaillent dans les limites du territoire de la ville, et pas seulement ceux qui sont employés par les services et entreprises municipales ou les bénéficiaires d'aides, comme il en est pour la plupart des arrêtés concernant la question.

On s'attend à ce que la nouvelle loi bénéficie à plus de 70 000 travailleurs et résulte en une augmentation de 20% pour ceux qui à l'heure actuelle n'ont que le salaire horaire fédéral minimum et dont beaucoup travaillent dans les hôtels et les restaurants qui continuent de bénéficier de l'industrie touristique très active de cette ville.

La victoire de la Nouvelle-Orléans a été l'aboutissement d'un travail de six années. La campagne a commencé en 1996 quand ACORN ("Association of Community Organizations for Reform Now"), une coalition d'associations en faveur d'une réforme immédiate, et la cellule 100 du syndicat SEIU ont ouvert la marche en rassemblant 50 000 signatures pour demander que la proposition soit soumise au scrutin.

Aussitôt, les groupes de pression des employeurs firent en sorte que l'État vote une loi interdisant que la règlementation des salaires puisse intervenir au niveau local. Après des années de batailles juridiques, le mouvement a obtenu le droit que la proposition soit soumise au vote.

Malgré cette écrasante victoire, les employeurs se sont juré d'échaffauder un autre obstacle juridique, arguant que la ville n'a pas le droit de fixer ses propres salaires. Que la loi demeure ou non dans le code, les votants ont exprimé une préférence claire pour des salaires plus élevés.

D'autres collectivités qui ont pris récemment des arrêtés similaires comprennent Marin County, en Californie; Bozeman, au Montana; Washtenaw County, au Michigan; Charlottesville, en Virginie. En décembre, Cumberland County, au New Jersey, a pris le premier arrêté exigeant une retraite en plus d'un salaire décent et d'une couverture médicale.

LES MAUVAISES NOUVELLES

Des revers ont néanmoins accompagné ces victoires. Le mois dernier, la campagne pour un salaire décent à Harvard n'a obtenu qu'une demi-victoire lorsque le président de l'université, Larry Summers, n'a finalement accepté qu'une seule et unique hausse de salaire, située entre 10,83 et 11,30 dollars de l'heure pour les travailleurs dont les salaires sont les plus bas. Summers a également accepté une parité de traitement entre les travailleurs directement employés par l'université et ceux employés par des sous-traitants; cela signifie que l'institution ne peut utiliser des services extérieurs ou menacer de le faire en tant que moyen de diminuer les salaires des employés actuels.

Malgré tout, Summers n'a pas cédé à beaucoup d'exigences des étudiants qui avaient fait du sit-in pendant trois semaines au printemps dernier, ni même aux recommandations du comité mis en place par l'administration afin d'examiner la question. Les étudiants vont continuer de faire pression sur Harvard pour que l'université adopte une politique de salaire indexé sur l'inflation, ainsi que des accords garantissant la neutralité concernant la syndicalisation.



Plus sérieuses sont les défaites à Oakland, en Californie et Allegheny County, en Pennsylvanie, où de soit-disants "Démocrates sympathisants des travailleurs" ont trahi les tenants d'un salaire décent. Revenant d'une victoire à Pittsburgh, des centaines de partisans étaient présents en décembre dans Allegheny County et s'attendaient à voir l'aboutissement de leurs quatre années de campagne. Au lieu de quoi, ils ont assisté, scandalisés, au fait qu'un des deux promoteurs de la loi change son vote à la dernière minute, anéantissant l'arrêt par 7 voix contre 6.

À Oakland, à l'autre bout du pays, le maire Jerry Brown et le président du conseil municipal Ignacio de la Fuente se sont entendus en coulisses pour diluer un projet qui aurait fait approuver un arrêté de salaire décent s'appliquant aux entreprises du port d'Oakland. La proposition, définie par "Living Wage Coalition" et menée par "East Bay Alliance for a Sustainable Economy, (EBASE)", aurait assuré à 3 000 travailleurs des augmentations, des mesures de sécurité de l'emploi et des protections pour les militants syndicaux.

Une proposition plus mince, soutenue par la chambre de commerce, n'affectera qu'environ 150 travailleurs. Les syndicalistes, scandalisés et excédés par cette nouvelle trahison encore due à de la Fuente, l'ont forcé à démissionner du Conseil central du travail d'Alameda County.

EBASE a encore été contrecarrée lorsque le conseil municipal a réussi à laisser en dehors de leur proposition les commerces de restauration, d'hôtellerie et de détail pour le scrutin prévu en mars 2002.

Comme dans beaucoup d'autres campagnes, ces revers ne servent qu'à renforcer la résolution des coalitions. Après les défaites de Chicago, de St. Paul, de Missoula et d'Ann Arbor, les campagnes sont allées de l'avant et ont finalement vaincu.

LA RÉCESSION EST UNE CAUSE DE PRESSIONS

Les permanents du mouvement se préparent à d'autres trahisons car les politiciens qui soutenaient leur courant quand l'économie était plus forte, commencent à prendre prétexte de la récession pour justifier l'affaiblissement de leur aide à mesure qu'ils plient sous les pressions des entreprises.

Cependant, sous un jour plus optimiste, les permanents du mouvement perçoivent la récession comme une occasion de faire entendre l'essentiel de leur message.

Après tout, c'est dans les périodes d'austérité qu'un salaire décent est le plus nécessaire, car une augmentation des bas salaires aident davantage à stimuler l'économie que des baisses d'impôts sur les sociétés. De plus, une politique progressive des salaires est la clé pour assurer que la prochaine reprise économique ne distribuera pas les bénéfices de manière aussi inégale que la dernière fois.

La pression accrue des entreprises (c'est-à-dire des principaux contributeurs aux campagnes électorales) rendra plus essentiel encore pour les permanents de renforcer les institutions qui peuvent faire pression sur les politiques et exiger qu'ils répondent aux demandes croissantes pour un salaire décent et pour le droit des travailleurs à se syndiquer.

[Stephanie Luce enseigne au "Labor Center" de l'université du Massachusetts à Amherst. Jen Kern dirige le "Living Wage Resource Center" de ACORN.]
Article publié en collaboration. Labor Notes est un mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement http://www.labornotes.org

L'effondrement d Enron et l'AGCS

Par Gavin Rose, 19 déc. 2001
Traduction par Stan Gir, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

" Centrale électrique politique (1) " derrière la libéralisation globale de l'énergie et inspiratrice majeure de l'AGCS, la société Enron est au centre du réseau militaro-industriel qui soutient le gouvernement Bush. Actuellement en faillite, Enron est au cœur des discussions du Sénat, des enquêtes de la SEC (2) et objet éventuel d'inculpation pénale (pour avoir occulté les dettes considérables de sociétés qui étaient des filiales de fait).

L'histoire de l'ascension et de la chute rapide d'Enron illustre une fois de plus la facilité et la désinvolture avec lesquelles les responsables de cartels multinationaux peuvent organiser à leur guise des crises sociales et économiques mondiales – en jouant avec le feu…

Enron tire les ficelles de Bush depuis 1980, époque où leur première tentative d'entrée dans les adjudications de services publics argentins a

raté. D'après l'ancien ministre des Transports argentin Rodolpho Terrango, G.W. Bush lui téléphona en 1988 pour solliciter l'attribution du contrat gouvernemental à Enron (alors que son père était président des États-Unis). Dans ces temps-là, ce genre d'intervention n'avait pas encore pignon sur rue… Enron avait en toute transparence pris comme prête-nom local la société argentine Westfield (dont le seul actif l'année précédente était de 20 dollars, correspondant à ses droits d'inscription légale). Terrango, peu impressionné, considéra que cette tentative maladroite n'était qu'une mauvaise plaisanterie.

Après une longue résistance des Argentins aux avances de cette société peu recommandable, Enron obtenait, en 1998, sa première autorisation de fournisseur d'énergie en Argentine, « en accord avec la décision du gouvernement d'autoriser les sociétés qui ne sont pas productrices d'énergie à la distribuer ».

Le communiqué de presse d'Enron sur ce « coup » est un chef-d'œuvre de prétention. Il s'agit là d'un « important pas en avant dans la stratégie d'Enron de s'établir en tant que distributeur d'énergie en Amérique latine et d'augmenter sa participation dans l'intégration future des marchés énergétiques du "Cône Sud" », déclara alors Scott Porter, directeur d'Enron International Argentine.

Enron International Argentine construisit également des oléoducs et vendit des services de gestion des risques à des clients industriels et commerciaux tout en fournissant à ces mêmes clients « un accès à des capitaux à bas prix et à une gamme de services alternatifs en vue d'obtenir un financement à bon compte de la dette et des actions pour des projets ayant à voir avec l'énergie ».

Alors que Satirewire révèle l'intimité entre Enron et l'Argentine, la dure réalité fait ressortir la probabilité du rôle joué par les intrigues d'Enron dans la crise financière argentine. Le gouvernement argentin a accusé Wall Street de spéculer sur une débâcle économique. Enron pourrait bien avoir créé une panique chez les investisseurs avec ses avertissements, sur sa base de données en ligne de conseils en matière de crédit, qui semble avoir délibérément fait monter la crainte d'insolvabilité (contre laquelle Enron était fort heureux de vendre une protection).

Grâce à des relations politiques (surtout à travers la famille du président Bush), Enron exerçait une pression agressive sur les responsables de l'énergie dans de nombreux pays pour qu'ils ne tiennent pas compte de sa situation financière peu solide et de ses performances douteuses. La tactique d'Enron était de faire des offres de la dernière heure (pour éviter toute opposition populaire préalable).

Finalement, cet été, une enquête a été ouverte en Inde sur Enron, en relation avec Dhabol Power. L'ambassadeur des États-Unis, Frank Wisner, avait exercé d'énormes pressions sur le gouvernement indien pour obtenir le contrat de la centrale pour Enron, et la CIA lui avait même fourni des renseignements sur les autres concurrents de l'appel d'offre.

Risque-tout absurde, Enron a également dilapidé des milliards de dollars dans des sociétés énergétiques en Corée du Sud, en Chine et aux Philippines, dans une société distributrice d'eau en Grande-Bretagne, dans des usines de pâte à papier au Canada et dans des centrales électriques dans toute l'Amérique latine. Les contribuables américains prirent le relais au travers des programmes de retraite des entreprises (y compris l'Export-Import Bank, qui assure les investissements des multinationales ayant leur siège aux États-Unis à des taux ridiculement bas).

« DEGRAISSEZ ! LE PERSONNEL ENTRAVE LE TRAVAIL »

L'AGCS, Accord général sur le commerce des services, constitue un nouvel ensemble de règles à l'OMC destiné à libéraliser le commerce international des services. Étant l'un des plus grands fournisseurs multiservices du secteur privé, Enron exerçait en coulisse une influence critique dans les négociations de l'AGCS.

Enron était un membre clé de la Coalition américaine des industries de services (UCSI), qui comprend quelques-unes des sociétés de services les plus importantes aux Etats-Unis et joue un rôle important dans la préparation des programmes de négociations de l'AGCS. En 1999, Enron était un des mentors les plus importants du Congrès mondial des services à Atlanta. C'est là que le programme de travail pour l'AGCS 2000 fut élaboré. Et Enron était un membre actif du Conseil national du commerce, un défenseur acharné de l'OMC et l'un des premiers à accorder au président le droit de prendre des mesures rapides (fast-tracks), sans passer par le Congrès, en matière de négociations commerciales.



Quelles sont les politiques poursuivies par Enron depuis sa position de force à l'AGCS ? Un dirigeant d'Enron a déclaré au " New York Times " que l'intention de la société était de susciter un " trou noir réglementaire " destiné à favoriser " la philosophie centrale de la direction, qui était d'être toujours le premier à entrer dans un marché, et de faire de l'argent grâce au chaos initial et au manque de transparence. "

Skilling, qui a longtemps présidé Enron et qui a réussi à quitter la compagnie quelques mois avant la ruine de celle-ci, déclarait en 1997 lors d'une conférence des industries : " Vous devez tailler dans les coûts brutalement, de 50 à 60 %. Dégraissez, débarrassez-vous des gens. Ce sont eux qui entravent le travail. "

" Toute la stratégie d'Enron était basée sur la volatilité du marché. Je suis heureuse que le marché de la Californie se soit stabilisé de telle sorte que ce genre de société ait du mal à travailler ici ", a déclaré aux reporters Loretta Lynch, présidente de la Commission des services publics de l'État.

Le PBS a publié des transcriptions en ligne d'interviews sur la récente crise de l'énergie en Californie, et sur le débat en cours sur la libéralisation de l'énergie à laquelle Enron a été si intimement associé, avec de nombreux représentants de l'opinion publique et des décideurs politiques. Parmi les personnes interviewées : le président d'Enron, Kenneth Lay, et le gouverneur de Californie, Gray Davis, lequel était défavorable à l'attribution à Enron du service de distribution de l'électricité, jusqu'alors service public. Ses craintes ont été confirmées quand cette compagnie a volontairement freiné la distribution et réduit la capacité des infrastructures afin de faire monter les prix.

Lors du quatrième trimestre de l'année dernière, la crise californienne a été une bénédiction pour Enron : les prix de l'énergie ont grimpé, les revenus de la compagnie ont été multipliés par 3 et les bénéfices ont augmenté de 34 %. Le président d'Enron, Kenneth Lay, a déclaré en 2000 un revenu net de 123 millions de dollars, soit trois fois plus qu'en 1999 (et dix fois plus qu'en 1998). En juillet, Enron fut condamné pour outrage par le Sénat de Californie, pour avoir repoussé un ordre de présentation de documents concernant des ventes frauduleuses d'énergie durant la crise occasionnée par la dérégulation en Californie. De même, le fait que les dirigeants d'Enron se soient comportés de façon méprisante lors des sessions du Sénat national n'a occasionné qu'un murmure de crainte. Les rouages à Washington avaient été plus que généreusement graissés par Enron…

BUSH ET COMPAGNIE…

À la demande de Lay, le président n'intervint pas dans la crise californienne – la première expérience étatique de libéralisation de la distribution d'électricité. Bush avait obtenu le record de 21,3 millions de dollars lors d'une collecte de fonds en sa faveur organisée par Kenneth Lay, PDG d'Enron.

Le candidat Bush avait déjà alors un dossier chez Lay qui en faisait un solide avocat politique des intérêts de la compagnie. En 1997, il téléphona de la part de Lay au gouverneur de Pennsylvanie, Tom Ridge, pour aider Enron à entrer dans le marché de l'électricité de Pennsylvanie, jusqu'alors réglementé. " J'ai appelé George W. pour lui raconter ce qui se passait ", répond Lay au " New York Times " au sujet de ce coup de téléphone de 1997, " et je lui ai dit que ce serait vraiment bien pour Enron, qui bien entendu est une grosse société au Texas, s'il pouvait juste appeler le gouverneur et lui dire qu'Enron est une compagnie sérieuse, professionnelle et que nous sommes des gens bien. "

Lay a amené sa société et ses employés (qui furent fortement incités à contribuer de 500 à 5 000 dollars chacun à aider Bush Junior dans sa course au Bureau ovale) à être les premiers financiers du parti républicain l'année dernière (2 millions de dollars, sans compter les contributions obtenues lors de la campagne ou lors des collectes de fonds).

Trois conseillers de premier rang de la Maison-Blanche, qui ont participé à la rédaction du plan énergétique du gouvernement Bush, possèdent des actions (ou ont reçu des honoraires) d'Enron. Ce sont des dirigeants d'Enron qui ont fait passer les entretiens des futurs membres de la Commission fédérale régulatoire de l'énergie – qui par ailleurs contrôle les principaux marchés d'Enron – et le choix de Lay coïncida comme par hasard avec celui du président : Pat Wood III et Nora Mead Brownell (ex-commissaire aux services publics de distribution de Pennsylvanie, surnommée " Nora Mead Brownout (3) " du fait de son penchant pour la libéralisation (4). Lay lui-même était le seul conseiller de Bush au courant du plan secret de Cheney concernant la nouvelle politique nationale de l'énergie.

Il y a quelque chose de fondamentalement choquant dans le fait d'autoriser une société privée à exercer une influence aussi directe sur un service indépendant et impartial de l'État ayant la responsabilité de contrôler les activités de ce secteur industriel. En Californie (et dans les pays en développement, où les multinationales du même acabit qu'Enron commettent les mêmes abus de confiance auprès des gouvernements), l'élimination des contrôles et des équilibres par des amateurs entreprenants a eu des résultats calamiteux, spécialement pour les plus pauvres, qui sont les plus vulnérables.

De façon analogue, en affaires, la vente et l'Ingénierie financière sont des activités indépendantes destinées à s'équilibrer et à se contrôler mutuellement. Le secteur ventes est centré sur l'augmentation des revenus et des parts de marché, alors que sous l'angle financier il faut limiter les ventes aux clients solvables. La stratégie d'Enron de mélanger systématiquement ces activités au travers de produits dérivés, d'opérations à terme, de garanties et d'options, ajoutée à la politique de comptabiliser les dettes hors bilan au moyen de combines et de participations délibérément opaques, se sont avérées désastreuses.

Andrew Fastow, responsable des finances, a développé une stratégie de prise de participations destinée à rassurer très habilement les prêteurs sur l'étendue des dettes d'Enron. " Les participations d'Enron sont un fourré inextricable. La société Whitewing Associates, qui n'a que deux ans d'existence, recouvre au moins neuf entités différentes. Les objectifs d'Enron sont toutefois dans la plupart des cas assez simples : sortir de son bilan les investissements dans des projets nationaux ou étrangers et les préparer à être vendus. " Fastow lui-même devint le directeur de certaines des plus grandes de ces sociétés, et cela avec l'approbation du comité d'audit du conseil d'administration d'Enron.

La description des participations présentée par Enron avait tout pour confondre les analystes de Wall Street : " des actions ont résolu sans frais des arrangements difficiles ", " des instruments dérivés qui éliminent la nature contingente de contrats limités de report "... Trop embrouillés pour pouvoir présenter des critiques assurées des pratiques de cette compagnie, les analystes se laissèrent même aller à en recommander les actions, dans le cas où la pression d'un gouvernement ou une campagne de publicité massive en ferait monter la cote en Bourse.

Plusieurs responsables de comités d'audit chargés de la révision des documents comptables d'Enron ont reçu des milliers de dollars en honoraires et en aide indirecte de la part de la société qu'ils étaient supposés surveiller. Le professeur Charles O'Reilly parle poliment de ce problème comme d'une " charte de réciprocité " entre PDG et administrateurs, charte par laquelle ils se font l'un l'autre des faveurs et deviennent progressivement peu enclins à faire des vagues, particulièrement pour des questions comptables complexes.

Lyn Turner, qui vient de démissionner de ses fonctions de chef comptable de la SEC, signale que les documents comptables d'Enron de ces trois dernières années comportent des erreurs flagrantes au regard des règles de la SEC, règles que les auditeurs d'Arthur Andersen ne pouvaient ignorer. " On peut se demander si un million de dollars par semaine n'a pas joué un certain rôle ", déclare Turner en se référant aux 52 millions de dollars d'honoraires payés par Enron, second client le plus important d'Andersen, l'année dernière.

LES ÉTAPES DE LA DÉBÂCLE

À la mi-octobre, le prestige précaire d'Enron, uniquement basé sur des valeurs boursières reposant sur des illusions financières, commence à s'écrouler. Des pertes dans les domaines de la distribution de l'eau, des fibres optiques et des télécommunications, qu'Enron avait dissimulées dans ses filiales, émergent soudain. L'officialisation de 638 millions de dollars de pertes durant le troisième trimestre font chuter la capitalisation boursière de la compagnie de 1,2 milliard de dollars. Une semaine plus tard, Fastow disparaît avec 30 millions de dollars en honoraires et bénéfices provenant de sa collaboration avec les filiales extérieures. La SEC ouvre une enquête. Lay devient PDG. Skilling démissionne en août. En novembre, Enron reconnaît une surévaluation des bénéfices de 586 millions de dollars durant les quatre dernières années (par dissimulation des pertes des filiales).

Joseph Bernardino, PDG d'Arthur Andersen, déclare qu'une transaction d'Enron avec une de ses " filiales " – maintenant appelées " entités spéciales " – pourrait constituer un délit pénal.

En fait, la plupart des " participations " d'Enron concernaient des compagnies qu'elle contrôlait, des filiales de fait. Mais leurs dettes pouvaient " ne pas figurer dans les livres comptables

d'Enron si une société extérieure possédait 3 % de leur capital, même si cela n'empêchait pas le risque de peser entièrement sur Enron. » Les dettes étaient ainsi complètement occultées et les profits déclarés se trouvaient multipliés par quatre, illusion qui faisait grimper le cours des actions. Les dirigeants qui étaient au courant de ces manipulations s'empressèrent de vendre ces actions bidon avant la banqueroute.

Lay réussit presque à vendre Enron à son (beaucoup plus petit) concurrent Dynergy Inc. pour 10 milliards de dollars en actions. Mais quand Dynergy prit connaissance des documents comptables d'Enron, l'avenir de cette société lui apparut si lamentable que l'opération échoua.

Se déclarant finalement en faillite, Enron renvoya plus de la moitié du personnel de son siège à Houston, promettant à chacun quelques milliers de dollars d'indemnités de licenciement. Plus de 600 dirigeants supérieurs avaient reçu plus 100 millions de dollars de primes le mois précédent. Les ministères de la Justice et du Travail sont en train d'enquêter chacun de leur côté sur la gestion par Enron du fonds de retraite du personnel. En effet, quelques semaines avant de se déclarer en faillite, Enron avait interdit à ses employés de vendre les actions qu'ils avaient reçues dans le cadre de leur plan de retraite volontaire.

Comment la débâcle d'Enron a-t-elle pu prendre par surprise tant de travailleurs et d'investisseurs ? La compagnie, rarement assujettie à quelque règle fédérale que ce soit, était exemptée de surveillance depuis 1992 par la Commission des échanges à terme de services. Wendy Gramm (épouse du sénateur républicain du Texas Phil Gramm), membre du conseil d'administration d'Enron, dirigeait cette Commission en 1992 et fait actuellement partie des prévenus dans un procès lancé par la Amalgamated Bank qui accuse de nombreux dirigeants d'Enron de délit d'initié et de « fraude patentée ».

L'Amalgamated Bank demande le blocage immédiat des comptes en banque de 29 dirigeants d'Enron, y compris le PDG Kenneth Lay, pour avoir artificiellement gonflé le prix des actions et gagné ainsi 1,1 milliard de dollars par la vente de plus de 17,3 millions d'actions durant les trois dernières années. Lou Pai, PDG de l'unité Enron Accelerator, serait celui ayant le plus gagné (353,7 millions de dollars) grâce au délit d'initié en vendant des actions Enron, suivi par Kenneth Lay (101,3 millions). Plus de 50 procès ont été ouverts contre la compagnie et ses dirigeants, le nombre des accusés augmentant constamment. Les principaux accusés sont : Enron, Lay, J. Skilling, l'ex-directeur financier Andrew Fastow, et l'auditeur de la société Arthur Andersen LP.

Le Représentant Waxman (démocrate, Californie) a pressé Cheney de dévoiler le contenu de toutes les réunions ayant eu lieu entre les dirigeants d'Enron et la Maison-Blanche alors que la déconfiture se précisait, suggérant par là que les dirigeants d'Enron, qui avaient contribué très généreusement au financement de la campagne du président Bush, pourraient avoir eu une « influence importante » sur le plan préparé par l'équipe Cheney au printemps dernier. « À la lumière de la faillite d'Enron, vous devriez reconsidérer votre insistance à garder le secret », a écrit Waxman, membre important du parti démocrate au Comité interne de réforme du gouvernement, au vice-président. Le républicain Tauzin (Louisiane) désire également enquêter sur les pratiques comptables de la société.

La chute d'Enron n'a toutefois pas découragé les partisans au Congrès du plan de libéralisation que Lay et le lobby de sa société ont soutenu. Le leader de la majorité au Sénat (démocrate, Dakota du Sud) présentera probablement la semaine prochaine un projet de décret très important en matière d'énergie. Ce décret confirmera le pouvoir de la Commission fédérale régulatoire de l'énergie de forcer les sociétés de services publics traditionnelles à ouvrir leur réseau d'électricité à des distributeurs indépendants, décision soutenue par Enron. Le décret général sur l'énergie sera également valable pour les normes concernant les carburants automobiles, le danger de réchauffement planétaire, les programmes de conservation de l'énergie, les crédits d'impôts pour le développement des énergies et les projets de forage et d'oléoducs.

Le lobby de Enron à Washington semble avoir été si puissant et étendu que, bien que la société elle-même et beaucoup de ses dirigeants passeront de nombreuses années à venir devant la justice, les décideurs politiques au niveau national sont encore sous le charme des idéologues de la libéralisation et continueront malgré tout à servir les intérêts d'une société morte et enterrée.

Notes

(1) Jeu de mots entre le sens littéral « centrale électrique » et « centre de pouvoir politique »,



Enron étant connu par son activité dans le domaine de l'énergie (N.d.T.).

(2) Security and Exchange Commission, équivalent de la COB française, dont le responsable Harvey Pitt, est un avocat de Wall Street et un lobbyiste des sociétés qui ont fait sa réputation comme défenseur de leurs intérêts contre les poursuites de la SEC. Cette nomination par Bush a été décrite comme " l'équivalent de la nomination de Johnnie Cochran comme chef du FBI " (équivalent français : nommer maître Verges chef de la PJ).
Quand son prédécesseur à la SEC essaya d'interdire aux sociétés d'audit de faire des affaires (conseil) avec les sociétés qu'elles auditaient, Pitt organisa une campagne de pressions qui réussit à empêcher cette interdiction. La plupart des sociétés d'audit font plus d'affaires en conseil qu'en audit. Arthur Andersen, par exemple, gérait la comptabilité d'Enron tout en lui fournissant des conseils et autres services pour 27 millions de dollars, conflit d'intérêts qui a probablement permis à Enron de se livrer à ses pratiques financières douteuses.
En tant que chef de la SEC, Pitt remplaça rapidement les dirigeants existants de cette agence par des amis représentant les sociétés que la SEC était censée surveiller. Il y a deux mois, cette commission mit en œuvre une politique d'amnistie, anticipant apparemment les besoins d'indulgence dont Enron allait avoir besoin suite à toutes ses infractions. Depuis lors, la société doit seulement reconnaître les faits et ne reçoit qu'une punition négligeable.

Pour discuter de cet article ou d'autres sujets visiter " Guerilla's news forum " à http://www.guerillanews.com/cgi-bin/wwwthreads/wwwthreads.pl?cat=&C=1

(3) Jeu de mots intraduisible en français.

(4) Vérifiez le programme politique de votre État pour l'électricité.

Le FSM de Porto Alegre et l'Afrique

Par Thérèse Angélique DIENE

Pour la deuxième fois le Forum a été un cadre d'échange, d'information, d'expérience et de formation. La diversité des participants a démontré la mobilisation mondiale pour combattre le diktat des institutions financières internationales et les néfastes politiques néolibérales sur les fragiles économies des pays du tiers monde.

Le Forum Social de Porto Alegre a eu plusieurs conséquences dans notre pays et exercera un effet durable sur le continent. Ainsi, les alternatives proposées exigent de nous une plus grande mobilisation pour une mondialisation au service des peuples. Ce qui a été dit en terme de témoignage lors du tribunal international des peuples sur la dette a eu des échos dans notre pays avec des reportages radio et télévision et a prouvé que les difficultés ressenties chez nous n'étaient pas le résultat d'une quelconque conjoncture internationale défavorable mais bien le résultat d'un endettement massif qui n'a pas servi le développement du pays. C'est une base nouvelle pour nous permettre d'être plus vigilants. En conséquence, nous, africain(e)s, devons beaucoup et toujours être présents sur le terrain de la lutte. Car les programmes de sortie de crise qui nous sont imposés sont ruineux pour nous. On voit déjà des jeunes, des associations et syndicats qui disent qu'il faut se battre contre les cadres stratégiques de luttes contre la pauvreté qui ne sont que des plans d'ajustement structurel (P A S) revus et corrigés pour mieux enfoncer l'Afrique. Ces programmes ne répondent pas aux besoins fondamentaux des populations africaines.

Au moment ou en Afrique la paupérisation des masses s'accentue et que les femmes, les jeunes vivent des moments difficiles, comme c'est le cas au Sénégal ou les prix des denrées de première nécessité subissent des augmentations vertigineuses (le riz, l'huile et le sucre ont connu des variations de 5 à 20%, l'électricité vient de subir une hausse de 10% qui sera effective dès le 1er mars), le Forum de Porto Alegre signifie pour nous la nécessité d'une solidarité active.

Le FMI, la Banque Mondiale, et les multinationales ne s'intéressent qu'au profit. Ils sont sans pitié ni état d'âme. Mais si ces gens de la Banque Mondiale, du FMI, des multinationales pouvaient vivre une journée d'hiver sans eau, ni électricité, ni chauffage, ni alimentation suffisante ou une journée d'été sans climatiseur ni eau minérale sous une température de 40 degrés, sans médicaments ni médecins suffisants sans acquis démocratiques, alors seulement ils comprendraient dans leur chair les atrocités qu'ils font subir à l'Afrique et au Tiers Monde.

L'intervention du FMI, de la Banque Mondiale , de l'OMC et des autres institutions financières sur les économies africaines alourdissent la dette de jour en jour par des programmes



criminels qui détruisent la santé et l'éducation notre patrimoine culturel et notre dignité, qui rendent l'économie africaine de plus en plus dépendante. Nos états sont contraints de rembourser sur le dos des populations une dette qui n'a servi ni à la santé des jeunes ni au développement du continent.

Apres l'horrible esclavage de 300 ans qui a décimé les jeunes générations d'Afrique, aujourd'hui, face aussi à la pandémie du sida qui menacent les jeunes et l'avenir du contiennent, les multinationales pharmaceutiques QUI NE PENSENT QU'AU PROFIT imposent aux médicaments des prix inaccessibles et contribuent à la mort lente et inexorable de millions de personnes.

Alors la résistance doit être permanente. Il faut une alternative au programme de l'OMC, de la Banque Mondiale et du F M I qui vont se traduire par un génocide de millions de personnes. Il faut une généralisation du budget participatif à la place des criminels cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté qui vont encore enfermer l'Afrique dans le cercle vicieux de l'endettement et exiger l'annulation totale de la dette des pays du tiers monde.

Depuis, Porto Alegre, nous avons décidé de renforcer notre mobilisation contre ces affameurs. Dans ce combat nous ne sommes pas seuls. C'est là une leçon clé tirée du FSM.

Thérèse Angélique DIENE
Responsable nationale des femmes du CADTM-Sénégal Déléguée à Porto Alegre

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

-- Mardi 05
BELGIQUE BELGIE : Namur
FRANCE: Nantes – Paris 11 – Louviers – Saint Die – Bordeaux – Moissac – Avignon – Ales – Paris 15 – Universite Jussieu
SUISSE SCHWEIZ : Lausanne
SVERIGE : Stockholm

Mercredi 06
AUSTRIA : Wien
BELGIQUE BELGIE : Bruxelles ULB
DANMARK : Vanlose
ESPANA : Madrid
FRANCE: Fresnes – Rennes – Paris 11 – La Ciotat – Moulins – La Rochette – Voiron – Reims – Antony – Orleans – Marseille – Cachan
SUISSE SCHWEIZ : Neuchatel
SVERIGE : Stockholm – Sjuharad - Fuf

Jeudi 07
AUSTRIA : Graz - Wien
ESPANA : Madrid
FRANCE: Montluçon – Toulouse – Vernon – Lyon – Lorient – Rouen – Bordeaux – Etampes – Marseille
NORGE : Asker
SVERIGE : Orebro

Vendredi 08
AUSTRIA : Graz – Wien - Linz
BELGIQUE BELGIE : Mons
FRANCE: Lorient – Montmorillon – Malakoff – Amiens – Chatellerault – Chalon sur Saone